

# Moins de mondialisation, plus de croissance

**STRAIGHT TALK ON TRADE** est le nouveau livre de Dani Rodrik sur la mondialisation. Son premier ouvrage sur le sujet — *Has Globalization Gone Too Far?* — avertissait des risques pour la cohésion sociale de l'exclusion de pans entiers de la population en raison du commerce et de la technologie, une thèse qu'il a approfondie en 2011 dans *The Global Paradox*, qui remettait en question l'ordre mondial. Le premier livre avait suscité la controverse il y a vingt ans, de nombreux économistes l'accusant d'attiser le protectionnisme.

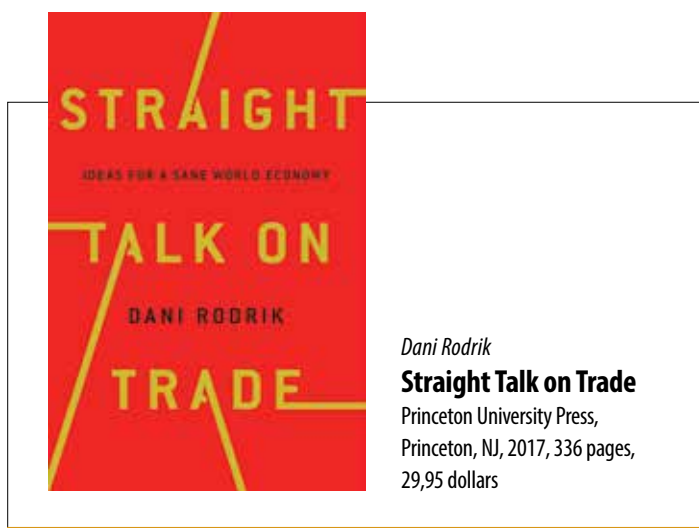
Mais le temps a donné raison à M. Rodrik, en tout cas pour ses prévisions politiques : le retour de manivelle annoncé s'est bien produit. Le vote en faveur du Brexit et l'élection de Donald Trump plantent le décor pour cette suite, puissante et provocatrice, qui se penche sur la survie de la démocratie et de la mondialisation face à la montée des nationalismes.

M. Rodrik souligne l'importance des idées et accuse les économistes d'aller trop loin lorsqu'ils traduisent les modèles économiques en politiques, surtout en matière de commerce. D'après la théorie, le libre-échange nuit aux travailleurs non qualifiés dans les pays avancés, mais les économistes mettent toujours l'accent sur les avantages globaux lorsqu'ils parlent de commerce.

M. Rodrik ne cautionne ni le protectionnisme, ni une intégration économique plus poussée : selon lui, les pays doivent disposer d'une marge de manœuvre pour gérer la mondialisation. Les pays en développement doivent pouvoir appliquer des politiques industrielles, et les pays avancés, pouvoir protéger les travailleurs contre les pratiques commerciales déloyales. Ces objectifs peuvent être conciliés sans renvoyer dos à dos les pauvres du monde entier et les travailleurs peu qualifiés des pays avancés.

La menace de sanctions commerciales est plus efficace pour gérer la mondialisation que la promesse d'accords commerciaux, estime M. Rodrik, et les pays qui protègent les droits des travailleurs doivent avoir le droit de limiter les importations en provenance de ceux qui ne le font pas. La stratégie visant à utiliser les accords commerciaux pour pousser les pays en développement à adopter des normes sociales plus exigeantes est inefficace et donne aux entreprises trop d'influence sur la politique publique et le développement, selon lui.

Si M. Rodrik a raison de dénoncer les tensions du système mondial, il semble excessif d'imputer aux économistes le tollé contre le libre-échange. L'évolution de la technologie, du commerce et de la demande a réduit le besoin de travailleurs



Dani Rodrik  
**Straight Talk on Trade**  
Princeton University Press,  
Princeton, NJ, 2017, 336 pages,  
29,95 dollars

peu qualifiés dans les pays avancés, et la déréglementation a diminué le levier d'influence des travailleurs. Le rejet actuel de la mondialisation s'explique peut-être davantage par la nécessité de trouver un coupable que par le rôle avéré du commerce, ce que M. Rodrik reconnaît. Mais vouloir approfondir l'intégration revient à attiser la colère des travailleurs, au risque de menacer la mondialisation, d'attiser les nationalismes et de mettre la démocratie en péril.

Là où, face au changement, la plupart des économistes prônent la redistribution et l'investissement dans l'éducation, M. Rodrik affirme qu'il est trop tard pour la redistribution et que l'éducation met du temps à porter ses fruits. Il faut plutôt moins de mondialisation et plus de croissance, qu'il propose de favoriser par des politiques industrielles et des investissements publics verts. Son idée la plus originale est la création d'un «fonds d'innovation», un fonds d'investissement public en faveur des nouvelles technologies, dont les bénéfices seraient reversés aux citoyens sous la forme d'un complément de revenu. Cette formule pourrait améliorer la répartition du revenu, mais elle pourrait aussi accélérer les pertes d'emplois dues au progrès technologique. M. Rodrik reconnaît qu'un dispositif institutionnel judiciaire serait nécessaire pour éviter le détournement de la politique industrielle et des investissements publics, mais il n'en précise pas les modalités.

Ce livre ouvre de vastes espaces de réflexion sur l'économie politique, la démocratie et le développement. Le lecteur espérant une étude centrée sur le commerce international risque par contre d'être déçu. Il n'y trouvera aucun inventaire des nombreux bienfaits du commerce ni d'analyse de la longue période de prospérité mondiale, de réduction de la pauvreté et de paix que l'intégration mondiale a rendue possible. **FD**

**CAROLINE FREUND**, maître de recherches au Peterson Institute for International Economics